

Déplacement de la population dû à l'industrie minière et paix sociale au Sud-Kivu : Cas de la société Twangiza mining à Luhwindja

Mushagalusa Mulimbalimba Charles

Assistant d'enseignement et de recherche à la Faculté de Sciences Sociales de l'Université Evangélique en Afrique U.E.A-Bukavu/RDC

Correspondance : mushagalusa19@gmail.com

Article soumis le 15/10/2022 et accepté le 15/12/22

Résumé : La conversion de la communauté déplacée par l'industrie minière à la vie alternative suscite un sentiment de violence et perturbe la paix sociale dans la zone hôte. Cette contribution analyse les stratégies d'encadrement socio-économique des ménages et des creuseurs déplacés par la société Twangiza Mining ainsi que ses incidences sur la cohabitation pacifique dans la Chefferie de Luhwindja. L'approche qualitative a permis de comprendre que les projets et emplois de 18 mois mis à la disposition de 875/12000 membres de la communauté déplacée par Twangiza mining n'ont pas répondu à leurs attentes. Cette inadéquation a non seulement impacté négativement la vie de la population déplacée, mais avait aussi déstabilisé les activités d'exploitation industrielle de Twangiza mining.

Mots clés : Déplacement de la population locale, Industrie minière, Paix sociale, Twangiza mining, Chefferie de Luhwindja

Abstract: The conversion of the community displaced by the mining industry to an alternative life creates a sense of violence and disrupts social peace in the host area. This paper analyses the socio-economic support strategies of the displaced households and miners by Twangiza Mining and its impact on peaceful cohabitation in the Luhwindja Chiefdom. The qualitative approach revealed that the 18-month projects and jobs made available to 875/12,000 displaced community members by Twangiza Mining did not meet their expectations. This inadequacy had not only negatively impacted the lives of the displaced population, but had also destabilised Twangiza mining's industrial operations.

Key words: Displacement of local population, Mining industry, Social peace, Twangiza mining, Luhwindja chiefdom

Introduction

Le secteur minier joue un rôle important dans le processus du développement des Etats de l'Amérique du sud, de l'Afrique et de l'Asie e (Tchoumba et al., 2021). En effet, l'implantation d'une mine industrielle génère des retombées financières importantes qui suscitent des attentes, des opportunités et de nombreux problèmes (Mainguy, 2013). Ainsi, les recherches académiques démontrent que l'installation des grands projets de développement déplace non seulement les communautés humaines, mais aussi toutes les espèces naturelles physiques, matérielles ou symboliques afin d'occuper l'espace conquis (Gellert & Lynch, 2003). Dans ce cadre, les déplacés courent les risques de perte de terres, d'emplois, des domiciles, d'accès aux ressources collectives suivis de la marginalisation, de l'augmentation de la morbidité de la mortalité, de l'insécurité alimentaire, et de la désagrégation sociale (Michel, 1998). Pour faire-face à ces problèmes, les acteurs font recours aux mécanismes d'indemnisation, de compensation qui parfois éprouvent l'incapacité de combler les pertes subies par les déplacés (Cernea, 2003 ; Kanbur, 2003)

De cet effet, la société Twangiza mining filiale de la Banro corporation installée dans la Chefferie de Luhwindja en 2005 avait déplacé plus de 426 ménages (Banro Corporation, 2012). Le nombre des creuseurs artisanaux déplacés par Twangiza Mining est mal connu. Certains les estiment entre 6000 et 12 000 (Ruvunangiza, 2020) et d'autres les situent entre 1267 et 1300 (Banro, 2012 ; Justice pour tous, 2015 ; Radley, 2020a). En effet, il existe un consensus entre ces différentes recherches que seuls 875 ex-creuseurs ont été employés temporairement dans la phase de construction de la mine et 400 ont été encadrés par des ONG locales dans des formations agro-pastorales (Banro Corporation, 2012). Cependant, il s'observe un retour à l'artisanat minier dans la partie nord de la concession de Twangiza mining et les ménages relogés décrits d'un processus de délocalisation non adaptée à leurs besoins (Pichon et al., 2016). A cet effet, la littérature locale

souligne des disputes conflictuelles entre Twangiza mining et la population victime de ses activités dans la chefferie de Luhwindja (Byemba, 2012 ; Geenen & Mukotanyi, 2013). Cependant, l'analyse des stratégies d'encadrement de la population déplacée par Twangiza mining et ses rapports avec la paix sociale dans la chefferie de Luhwindja reste moins développée.

Ainsi, cet article explore les stratégies d'encadrement socio-économique des ménages et des creuseurs déplacés par la société TWZA Mining et ses incidences sur la cohabitation pacifique dans la Chefferie de Luhwindja.

L'introduction et la conclusion mises à part, cet article se construit sur trois parties essentielles qui sont : la méthodologie qui décrit stratégies de collecte et analyse des données(I), la présentation des résultats obtenus (II) et la discussion des résultats (III).

I. Méthodes de collecte de données et monographie

I.1. Brève monographie de site d'observation

Twangiza mining est l'une de 4 filiales que compte la société Banro corporation à l'est de la RDC. Il s'agit de Twangiza mining, Kamituga mining, Lugushwa mining et Namoya mining (Ruvunangiza, 2020). Twangiza mining s'est installée en 2005 dans la collectivité chefferie de Luhwindja, une entité territoriale décentralisée située dans le territoire de Mwenga en province du Sud Kivu à l'est de la RDC. Elle s'étend sur 183Km² avec une densité de 544/km² en 2020 (entrevue accordée au bureau de la chefferie de Luhwindja en Août 2020).

I.2. La collecte des données empiriques

Les données ont été collectées dans la chefferie de Luhwindja et particulièrement dans le site de relocalisation de Cinjira dans le

groupement de Luchiga. Un guide entretien nous a permis de cadrer les échanges avec 80 enquêtés adultes ayant consentis de participer à cette recherche. Ces derniers sont repartis comme suite : 43 chefs de ménages relogés à Cinjira et 15 ex-creuseurs au tour de la mine de Twangiza. Pour choisir l'interlocuteur dans le site de relocalisation, nous enquêtons un ménage sur quatre. Nous avons ensuite réalisé deux focus groups : l'un avec 6 Chefs des ménages relocalisés à Cinjira et un autre avec 6 ex-creuseurs à Kadumwa (partie nord de la concession de Twangiza mining occupée par les ex-creuseurs artisanaux). Pour une bonne triangulation des données, nous nous sommes entretenus avec 3 responsables de Twangiza mining et 7 autorités coutumières et administratives de la Chefferie de Luhwindja. L'analyse des verbatims collectés sur le terrain nous a permis de construire des thématiques développées ci-après.

II. De l'encadrement de population déplacée par Twangiza mining et paix

Cette section explore les stratégies mises en place par Twangiza mining pour assurer la survie de la population déplacée par ses activités minières dans la Chefferie de Luhwindja.

II.1. Du recrutement des personnes déplacées

L'analyse de différentes entrevues montre que sur 283 ménages relogés à Cinjira et dont la population est estimée à plus de 3003 personnes en 2018, seul 1/43 ménages enquêtés avait une personne engagée dans Twangiza Mining (témoignage accordé dans un focus group à Cinjira en 2020). Ainsi un membre de la population de Cinjira s'est plaint de la manière suivante :

« Twangiza mining nous trompait que nous serons les premiers bénéficiaires de ses activités, mais elle ne recrute que ceux qui viennent d'ailleurs et qui n'ont rien perdu et nous qui avons perdu nos champs, maisons et notre site minier, nos enfants sont dans la rue » (entretien accordé à Cinjira en 2020).

Cette plainte explique l'inaccessibilité de la population déplacée par Twangiza mining à l'emploi décent afin de subvenir à leurs

besoins fondamentaux. D'autres enquêtés ont démontré que ceux qui travaillaient dans les sous-traitances ont été remerciés depuis 2012 et seul un nombre réduit soit 102 personnes étaient encadrées dans les associations financées par Twangiza mining.

I.2. Encadrement de la population déplacée dans les associations locales de vente de service

Bien que la population déplacée se plaigne de son exclusion du recrutement, il a été démontré que Twangiza mining soutenait certaines associations locales dans l'encadrement des personnes déplacées. A ce sujet, un agent de Twangiza mining avait souligné ce qui suit :

Pour contribuer à la réduction du taux de chômage chez les personnes réinstallées dans le site de Cinjira, la société TWZA Mining soutenait financièrement l'Association de Développement de Cinjira (ASSODEC) dans la maintenance de la route qui mène vers le site de relocalisation de Cinjira.

De cet effet, les informations recueillies auprès des membres de cette association montrent que cette association encadrait, dans la maintenance de la route, 59 sur 3003 personnes, soit 2% de la population résidente du site de localisation de Cinjira en 2017. Dans le même contexte, TWZA Mining finançait une autre association dénommée « Union des Travailleurs de Luhwindja » (UTRALU) qui encadrait 159 creuseurs dans le traçage de la route communautaire qui devait relier le site de Cinjira au centre commercial de Lubanda.

II.3 De la création des coopératives agropastorales pour l'encadrement des ex-creuseurs

Les entrevues réalisées ont démontré que Twangiza mining accompagnait les coopératives agropastorales. Les membres de la coopérative agricole interviewés ont affirmé qu'ils exerçaient leurs

activités dans un champ de 320m² dans le marais de Lubanda et dans le groupement d'Idudwe dans un champ de 4854 m² à Nyamurhambye. « Nous étions 50 hommes, actuellement nous sommes à 11 les autres sont rentrés dans l'artisanat minier » (entrevue accordée à Lubanda en 2020).

Une autre coopérative agricole a été créée à Cinjira et occupait 52 femmes dans un champ de 11 ha. L'un des superviseurs de ce projet nous a affirmé que « la plupart de ces femmes avaient abandonné l'activité parce qu'elles exigeaient un salaire mensuel en termes d'agent de TWZA Mining ».

S'agissant de la coopérative des éleveurs constituée de 4 femmes et 8 hommes ainsi que leur dotation, il a été soutenu que cette dernière avait bénéficié 100.000\$ et bétails pour assurer la pérennité de leurs activités, elle a encore bénéficié d'un financement de 17383\$ pour la pharmacie vétérinaire et la saponification mais la coopérative était mal gérée (Entretien accordée au bureau de CR à Twangiza en Out 2020). Il est ressorti dans un focus group organisé à Kadumwa que « les coopératives fonctionnaient dans les poches des autorités locales et les responsables des relations communautaires de TWZA Mining » (focus groupe réalisée à Kadumwa en 2020). Ceci pour dire que ces projets n'ont servi qu'à des fins privées.

II.4. De la paix sociale dans le site de réinstallation de Cinjira

Les entretiens réalisés à Cinjira nous ont révélé une situation de non paix dans ce site. Ainsi, l'un des enquêtés a affirmé cette situation en ces termes : « Ici nous souffrons de la famine et les cas de vols répétitifs enregistrés et d'ailleurs 31 ménages ont déjà fui cette insécurité » ». (Entretien avec le chef de Cinjira en 2020). Ainsi nous avons constaté que 20 maisons ne disposaient plus ni fenêtres ni portes et 11 autres détruites par l'exploitation artisanale de l'or qui progresse dans le site de relocalisation.

Il a été affirmé dans un focus group que plus de 70% de la population relogée à Cinjira mangent 7 fois par semaine (un repas par jours). Ainsi 39 enfants malnutris étaient suivis au poste de santé de Cinjira en 2020. C'est ainsi que l'un de nos enquêtés avait ajouté que :

« Même l'eau que nous utilisons n'est pas propre. Elle a été amenée ici pour la fabrication des briques. La source est très sale, les vaches s'y abreuvent et les autres y pratiquent la lessive et nous, nous le consommons ici sans purification ! » (Entretien, avec l'infirmier titulaire de poste de santé de Cinjira le 24/2020).

Cette entrevue, laisse entendre que la population relogée à Cinjira vit une situation de non paix. De ceci, il s'ajoute la récurrence d'insécurité civile dans le groupement de Luchiga et dans les villages environnants de la mine de Twangiza mining. Ainsi 6 cas de perte en vies humaines et vols répétitifs perpétrés par des hommes à mains armées non identifiés ont été cités. Cette situation constitue une menace réelle à la paix sociale dans la chefferie de Luhwindja. La notabilité de Luhwindja nous a confirmé que cette insécurité n'a pas existé avant le déguerpissement des ex-creuseurs par Twangiza mining. Cette pratique est aboutie à l'occupation de la partie nord de la concession et les alentours de la partie sud du « pit » de Twangiza mining par la population locale. Ainsi Twangiza mining décrit les difficultés d'accéder à cette partie occupée par les creuseurs et l'insécurité à son personnel comme étant des facteurs externes qui l'ont poussé à arrêter momentanément ses activités depuis 2018.

III. Insatisfaction des besoins fondamentaux humain, une menace à la paix sociale

Le but de l'activité économique est de satisfaire les besoins fondamentaux humain (Galtung, 2010), ces besoins sont la survie, le bien-être, l'identité et la sécurité. Ainsi, pour survivre, « les êtres

humains ont besoins de la nourriture, d'eau, d'air, de vêtements, de logement, de sommeil, de santé, de sexe, d'enfants et d'éducation » (Galtung, 2010:138). L'insatisfaction de ces besoins crée des frustrations qui poussent à l'agressivité (*Idem*) et compromet la paix sociale. Cependant, les activités mises à la disposition des personnes déplacées par TWZA mining ont fait preuve d'insatisfaction des besoins déplacés à cause de la précarité et de la mauvaise gestion par ses paires. Il est à observer que ces dernières étaient écartées de l'emploi durable qui permettrait la satisfaction des besoins socio-économiques de base. Ainsi, Radley, (2020b) souligne que 54% du salaire des employés de Twangiza mining revenait à une minorité non autochtone Suite à l'accès limité au marché, aux opportunités d'affaires, aux infrastructures de base, ainsi qu'aux réseaux sociaux, insécurité civile compromettent la paix sociale non seulement dans le site de relocalisation mais aussi dans toute la chefferie de Luhwindja.

III.1. Menace aux besoins fondamentaux dans le site de réinstallation de Cinjira

Au regard des résultats présentés dans la section précédentes sur l'encadrement des ex-creuseurs déplacés par Twangiza mining, nous partageons avec deux ONG locales (Justice pour tous, 2015; Maison des mines du Kivu, 2015) que la population relogée à Cinjira fait-face à plusieurs chocs qui se résument en 5 problèmes majeurs : les mauvaises conditions climatiques et isolement du site de relocalisation , l'exiguïté et la mauvaise qualité des logements construites pour eux, le manque d'accès à des terres arables, la baisse sensible des revenus des ménages liée au manque d'emploi et enfin, l'inaccessibilité aux services sociaux de base. A cela s'ajoute une hausse de prix des denrées alimentaires et l'exposition à l'insécurité civile. C'est ainsi que Cernea (2003) note que l'installation des grands projets de développement crée des gagnants et des perdants si ses effets négatifs ne sont pas pris en compte. Ces inégalités sont à la base de souffrances sociales en ce

sens qu'elles impactent négativement les infrastructures économiques et les moyens de subsistance et retardent le développement de la population victime de déplacement forcé (Cernea, 2003). Ce qui contredit la thèse de Galtung, (2011) qui soutient que les principaux objectifs de l'activité économique est d'offrir une vie digne au peuple. Il a été remarqué que les activités des Twangiza mining n'ont pas permis à la population des Luhwindja et particulièrement celle déplacée physiquement et économiquement à vivre cette vie digne. La frustration liée à la perte de moyen de subsistance et l'impossibilité de répondre aux besoins fondamentaux alimentent les conflits qui opposent plus d'un projet minier aux communautés hôtes. Etant frustrés, certains acteurs communautaires affectés par les activités de la société Banro (TWZA mining, Namoya mining) et Kibali Gold à l'est de la RDC, coopèrent avec des groupes armés et organisent parfois des attaques et les kidnappings des agents de ces entreprises (Geenen et al., 2021). Dans ce contexte, Banro a du fermé momentanément ses activités à l'est de la RDC. La résolution de ce problème doit passer par un dialogue constructif visant à satisfaire les besoins de toutes les parties prenantes.

Conclusion

Cet article a analysé les stratégies de conversion de la population déplacée par la société Twangiza mining dans la Chefferie de Luhwindja et ses répercussions sur la cohabitation pacifique entre les parties. L'approche qualitative secondée des entrevues dirigées ont permis de répertorier trois types des stratégies dans l'encadrement de la population déplacée par Twangiza mining. Il s'agit des emplois de courte durée, de la formation des coopératives agro-pastorales et des associations de la vente des services. L'analyse de ces stratégies a permis de comprendre que la conversion des ex-creuseurs en agro-pastoral n'a pas été possible à cause de l'exclusion d'un grand nombre des creuseurs d'emploi décent, le faible rendement et la mauvaise gestion de ces projets. Dans le but de vouloir satisfaire chacun ses besoins, ces parties se disputent

Mushagalusa Mulimbimba Charles, *Déplacement de la population dû à l'industrie minière et paix sociale au Sud-Kivu : Cas de la société Twangiza mining à Luhwindja*

l'accès au site minier de Kadumwa (partie nord de la concession de Twangiza mining). La création des zones d'exploitation artisanale et l'attribution des terres arables aux communautés déplacées constituent un moyen adéquat de maintien de la paix entre les deux parties.

Références bibliographiques

Banro Corporation. (2012). *Rapport de durabilité*. <http://www.banro.com>

Byemba, G. K. (2012). Exploitation minière industrielle et artisanale au Sud-Kivu. *Conjonctures congolaises 2012*, 63.

Cernea, M. M. (2003). Pour une nouvelle économie de la réinstallation : Critique sociologique du principe de compensation. *Revue internationale des sciences sociales*, 175(1), 39-48. <https://doi.org/10.3917/riss.175.0039>

Galtung, J. (2010). *Transcendance et transformations des conflits : Une introduction au métier de médiateur*, Trad. Célestin Tagou (Presse des Universités protestantes d'Afrique).

Galtung, J. (2011). Peace and Conflict Studies as Political Activity. In *Critical Issues in Peace and Conflict Studies : Theory, practice and Pedagogy* (Edited by Thomas Matyók, Jessica Senehi, Sean Byrne). Lexington Books.

Geenen, S., Bashizi, A., Lunanga, E., Kabunga, P. D., Mushagalusa, A. N., Kuliumbwa, E., & Mukulu, J. B. (2021). *Industrie minière et développement local en République Démocratique du Congo : Focus sur l'emploi dans les sous-traitances*. IOB, Institute of Development Policy, University of Antwerp.

Geenen, S., & Mukotanyi, F. I. (2013). «Les grands poissons mangent les petits»: Multiples aspects d'un conflit autour d'une concession minière au Sud-Kivu. *Politique africaine*, 3, 121-141.

Gellert, P. K., & Lynch, B. D. (2003). Les mégaprojets, sources de déplacements. *Revue internationale des sciences sociales*, 175(1), 17-28.

Justice pour tous. (2015). *Impact socioéconomique et environnementale de l'exploitation minière industrielle au Sud-Kivu : Un regard analytique sur la filiale Twangiza mining a Luhwindja* (p. 61) [Rapport de recherche].

Kanbur, R. (2003). Économie du développement et principe de compensation. *Revue internationale des sciences sociales*, 175(1), 29-38. <https://doi.org/10.3917/riss.175.0029>

Mainguy, C. (2013). Investissements étrangers et développement : Le cas du secteur de l'or au Mali. *Mondes en développement*, 162(2), 87-102. <https://doi.org/10.3917/med.162.0087>

Maison des mines du Kivu. (2015). *Evaluation des impacts des investissements miniers de Banro corporation sur les droits humains en République Démocratique du Congo : Cas de la délocalisation des communautés locales par Twangiza mining dans la chefferie de Luhwindja au sud Kivu, Bukavu*, (p. 70).

Pichon, M., Mponges, D., Kajemba, T., Matthysen, K., Jaillon, A., & Wangachumo, R. (2016). *Entre le monopole de Banro et la survie des communautés locales, le dilemme de l'Etat congolais : Analyse des dynamiques conflictuelles liées à la réindustrialisations de l'exploitation aurifère en territoire de Mwenga* (p. 25) [Rapport de recherche].

Radley, B. (2020a). *Les effets socio-économiques de l'extraction de l'or au Sud-Kivu : Le cas de Banro*. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.22439.16801>

Mushagalusa Mulimbalimba Charles, *Déplacement de la population dû à l'industrie minière et paix sociale au Sud-Kivu : Cas de la société Twangiza mining à Luhwindja*

Radley, B. (2020b). Les effets socio-économiques de l'extraction de l'or au Sud-Kivu : Le cas de Banro. *Nous faisons mieux quand ils n.*

Ruvunangiza, P. (2020). *Comprendre les inégalités dans l'exploitation minière en République Démocratique du Congo*. 61.

Tchoumba, G. B., Tibaldeschi, P., Izquierdo, P., Nsom Zamo, A.-C., Bigombe Logo, P., & Doumenge, C. (2021). *Industries extractives et aires protégées en Afrique centrale : Pour le meilleur et pour le pire?*